

PRÉAVIS N° 259/2021 I

AU CONSEIL COMMUNAL

Arrêté d'imposition pour l'année 2022

Délégué municipal : M. Claude Uldry

1^{re} séance de la commission

| | |
|------|--|
| Date | Le mercredi 15 septembre 2021 à 19h |
| Lieu | Ferme du Manoir, salle du Conseil communal |

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

I. Introduction

L'actuel arrêté d'imposition échoit au 31 décembre 2021. Ce préavis a pour objectif de valider le prochain arrêté, dont les effets se déploieront en 2022.

Face à une incertitude persistante, la Municipalité cherche à ne pas prêter davantage l'économie et opte pour la continuité. Aussi, il est proposé à votre Autorité de maintenir le taux du coefficient de l'impôt communal à 61% et laisser également inchangés les autres impôts.

2. Bases légales

Conformément à l'article 33 de la Loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LCom), l'arrêté d'imposition, dont la durée ne peut pas excéder cinq ans, doit être soumis à l'approbation du Conseil d'Etat après avoir été adopté par le Conseil communal.

L'article 6 LCom précise que l'impôt communal se perçoit en pourcent de l'impôt cantonal de base. Celui-ci doit être le même pour :

- l'impôt sur le revenu et sur la fortune des personnes physiques ainsi que l'impôt spécial dû par les étrangers ;
- l'impôt sur le bénéfice et sur le capital des personnes morales ;
- l'impôt minimum sur les recettes brutes et les capitaux investis des personnes morales qui exploitent une entreprise.

3. Situation financière de la commune

3.1 Situation comptable 2020

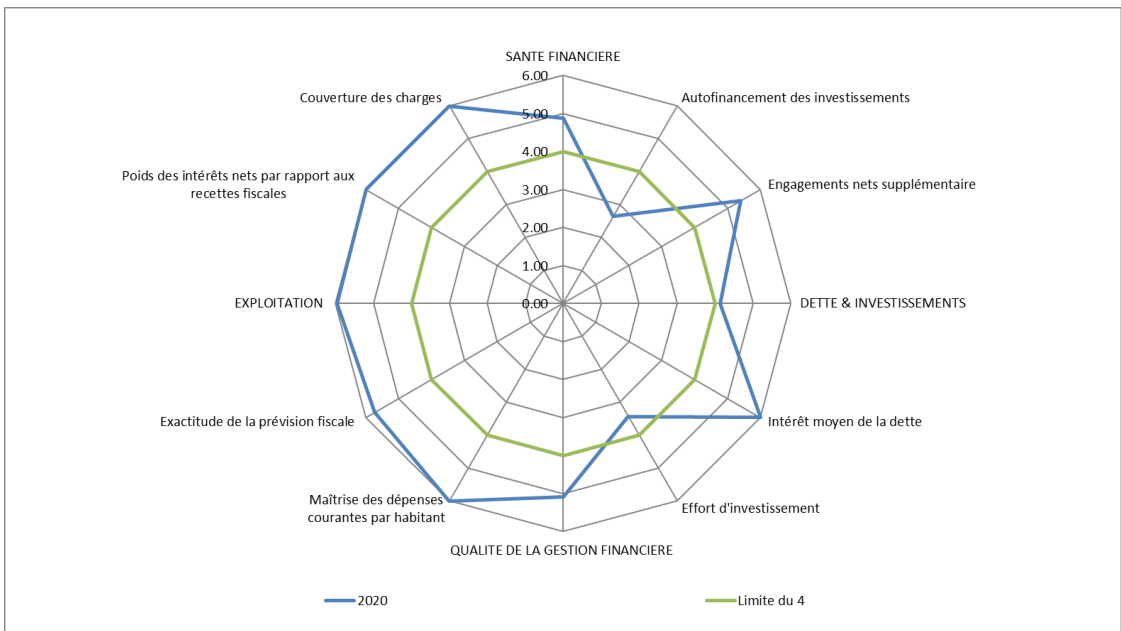
Les comptes communaux 2020 de la Ville de Nyon ont été bouclés avec un excédent de CHF 52'071.-, alors qu'un excédent de charges de CHF 8.6 millions avait été budgétisé. Les motifs de ces écarts ont été développés dans le cadre du préavis N° 251/2021 sur les comptes communaux 2020.

Afin d'évaluer la santé ainsi que la qualité de la gestion des finances communales, des indicateurs élaborés par la chaire de finances publiques de l'Institut des hautes études en administration publique (IDHEAP) ont été utilisés pour analyser les comptes 2020 de la commune. Les résultats de cette analyse sont les suivants :

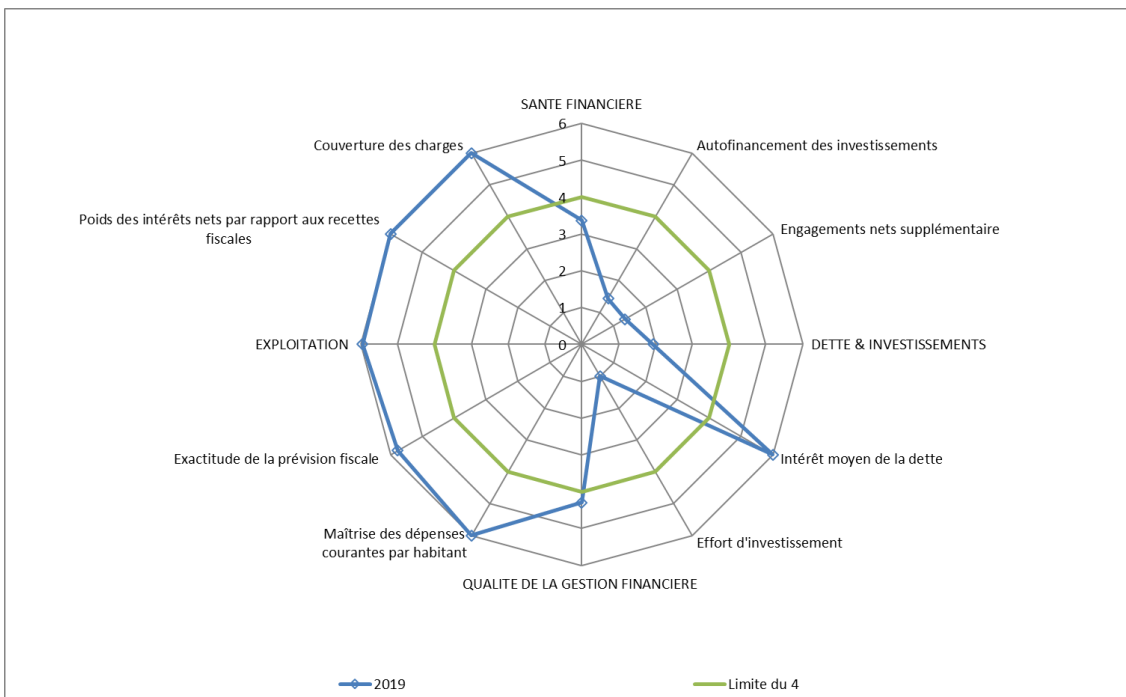
NYON · PRÉAVIS N° 259/2021 AU CONSEIL COMMUNAL

| | Indicateurs | Résultat | Notation | Appréciation | Explication |
|--------------------------------------|--|-----------------|-----------------|------------------------------------|--|
| Santé des finances communales | Couverture des charges | 102.88% | 6 | Equilibre ou quasi-équilibre | Les revenus courants couvrent un peu plus de la totalité des charges courantes (102.88%), ce qui est considéré comme étant une situation d'équilibre. |
| | Autofinancement de l'investissement net | 62.90% | 2.64 | Fort recours à l'emprunt | 62.90% des investissements nets (moyenne des trois dernières années) peuvent être autofinancés, ce qui entraîne un fort recours à l'emprunt. |
| | Engagements nets supplémentaires | 0.59% | 5.41 | Faible hausse des engagements nets | La commune s'est engagée en 2020 (+0.59% d'engagements par rapport aux dépenses courantes), ce qui est considéré comme une faible hausse des engagements nets. |
| | Poids des intérêts nets | -1.65% | 6 | Intérêts nets nuls ou négatifs | Le rendement du patrimoine financier est supérieur aux charges financières liées à l'endettement. Le patrimoine financier rapporte des ressources additionnelles. |
| Qualité de la gestion | Maîtrise des dépenses courantes par habitant | -2.61% | 6 | Dépenses très bien maîtrisées | Les dépenses courantes par habitant ont diminué de 2.61% par rapport à 2019, ce qui est considéré comme des dépenses très bien maîtrisées. |
| | Effort d'investissement | 13.35% | 3.43 | Excès d'investissement | La moyenne de l'investissement net des trois dernières années représente 13.35% des dépenses courantes 2020, ce qui est considéré comme un excès d'investissement par rapport à l'effort d'investissement idéal (évalué à 8.5%). |
| | Exactitude de la prévision fiscale | -2.22% | 5.73 | Sous-estimation légère | Les recettes fiscales budgétées sont 2.22% moins élevées que les recettes fiscales effectives, ce qui est considéré comme une sous-estimation légère. |
| | Intérêt moyen de la dette | 0.51% | 6 | Très faible intérêt moyen | Les intérêts passifs représentent 0.51% de la moyenne de la dette brute en début et en fin d'exercice, ce qui est considéré comme un très faible intérêt moyen. |

Ces indicateurs peuvent être représentés graphiquement sur le radar suivant :



Le radar de l'année dernière présentait la configuration suivante :



Par rapport à l'année dernière, tous les indicateurs s'améliorent. Cette embellie s'observe également sur le radar ci-dessus, dont la surface croît significativement par rapport à l'année dernière.

Le poids des intérêts nets qui indique la part des recettes fiscales directes utilisées pour financer les intérêts de la dette présente une situation plus favorable que l'année précédente avec une pondération qui reste à 6.

De même, l'intérêt moyen de la dette (0.51% contre 0.60% l'année dernière), qui met en rapport les intérêts passifs et la dette brute, conserve la meilleure notation. Le taux moyen des emprunts en 2020 s'élevait -0.03% contre -0.19% en 2019. Cette légère hausse s'explique par le choix opéré par la Municipalité de privilégier des emprunts à plus longue échéance (7 ans et 25 ans entre autres). Les prévisions de l'OCDE indiquent une stabilité des taux d'intérêts à long terme dans la zone euro et en Suisse. Quant aux taux à court terme, ils ne devraient pas augmenter avant le 3^e ou 4^e trimestre 2022 dans la zone euro et rester constants en Suisse. D'autres économistes craignent cependant une perte de contrôle de l'inflation qui pourrait se traduire par un accroissement des taux d'intérêts.

Les investissements consentis ont été conséquents ces dernières années, mais la Municipalité a opéré une priorisation de ses projets. L'autofinancement de l'investissement net et l'effort de l'investissement s'améliorent, mais comme ils se calculent sur plusieurs années, la notation n'augmente que modestement. Le premier indicateur progresse par le double effet d'une hausse de l'autofinancement qui figure au numérateur et d'une baisse de la moyenne des investissements qui est dénominateur. L'effort d'investissement passe quant à lui de 19.93% à 13.35%. Comme il tient compte des investissements réalisés les trois dernières années, l'amélioration s'observera avec une certaine inertie par rapport à la priorisation des projets.

Les engagements nets supplémentaires se fondent sur la différence entre les passifs sans le capital et les actifs sans le découvert entre le début et la fin de l'année. L'indicateur mesure la politique d'endettement et de provisionnement de la collectivité. Il a fortement décliné ces dernières années (26.07% en 2017, 16.13% en 2018, 4.64% en 2019 et 0.59% en 2020). Malgré la diminution de la dette de la Ville, les liquidités ont également décliné, de sorte que les engagements supplémentaires restent légèrement positifs.

En ce qui concerne les indicateurs portant sur les charges, les résultats sont excellents. Ainsi, la couverture des charges demeure, comme l'année dernière, excellente avec une notation à 6. Cette note s'explique par des revenus courants qui dépassent les charges courantes de 2.88%. A noter que cet indicateur se détériore en cas de surcouverture, mais la diminution de la notation débute au seuil de 10% en raison du caractère moins problématique d'un excédent de revenus plutôt qu'une insuffisance. L'indicateur portant sur les dépenses courantes par habitant bénéficient d'une excellente évaluation également (6). Il compare la croissance d'une année à l'autre des charges hors amortissements, rapportés au nombre d'habitants. La Ville a ainsi dépensé CHF 8'086.- par habitant, soit CHF 216.- de moins que l'année dernière. Sans diminution des prestations dévolues à la population, la Municipalité en a ainsi réduit le coût par ses mesures d'efficience de l'administration.

Enfin, les recettes fiscales ont été légèrement sous-évaluées. Tant la pandémie de Covid-19 que la réforme fiscale des entreprises ont entraîné une incertitude sur les finances de la Commune. Cette sous-estimation traduit cette moindre prévisibilité des recettes.

Globalement, la notation générale s'améliore par rapport à l'année dernière (4.98 contre 3.55). Il faut remonter à 2013 pour obtenir une appréciation encore plus élevée. Ces dernières années, les efforts de la Municipalité quant à la maîtrise des charges et la priorisation des investissements ont déployé leurs effets positifs sur les finances communales.

3.2 Paramètres importants ayant des conséquences sur les finances communales 2022

Le budget est en cours d'élaboration par la Municipalité, mais il est déjà possible d'anticiper quelques incidences majeures pour l'année 2022.

Conjoncture économique et recettes fiscales

Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) s'attend à une forte reprise de l'économie suisse après l'assouplissement des mesures liées au coronavirus en raison d'un effet de rattrapage. Le PIB devrait ainsi croître de 3.6% en 2021 et de 3.3% en 2022. Mais, compte tenu de certaines inconnues, le SECO esquisse trois scénarios alternatifs : selon le scénario de second tour, une aggravation de la pandémie, due notamment à la propagation de variants du virus, pourrait entraver la reprise. Dans ce cas, la croissance ne s'élèverait qu'à 1.8% en 2021 et 2.3% en 2022. Selon le scénario de compensation, la reprise pourrait être plus forte que prévue en raison de la dépense dans la consommation de l'épargne supplémentaire constituée en 2020. Dans ces conditions, le PIB augmenterait de 6.1% en 2021 et de 3.2% en 2022. Le dernier scénario prévoit une stagflation caractérisée par un mouvement inflationniste, la hausse des taux d'intérêts et des risques liés à la dette de collectivités publiques. En pareil cas, l'économie croîtrait de 4.6% en 2021 et 1.5% en 2022. A l'heure actuelle, il est extrêmement difficile de prédire l'avenir.

Par ailleurs, l'impact de la conjoncture sur les recettes fiscales est observé avec un décalage d'une ou plusieurs années. Les recettes fiscales sont influencées par la situation économique avec un décalage d'une ou plusieurs années. Pour 2022, ces dernières sont estimées en fonction de l'évolution des années précédentes sans tenir compte de la crise sanitaire.

Péréquation

Le tableau ci-dessous présente les charges péréquatives estimées de 2020 à 2022 :

| | Acompte 2020 (basé sur 2018) | Décompte 2020 provisoire | Acompte 2021 (basé sur 2019) | Acompte 2022 (basé sur 2020) |
|---------------------|---------------------------------|-----------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| Facture sociale | 30'511'517 | 32'627'477 | 33'145'000 | 34'140'000 |
| Péréquation directe | 8'958'757 | 11'079'460 | 10'000'000 | 11'100'000 |
| Réforme policière | 1'702'651 | 1'662'797 | 1'783'000 | 1'800'000 |
| Total | 41'172'925 | 45'369'734 | 44'928'000 | 47'040'000 |

En 2022, la Ville versera des acomptes péréquatifs sur la base des comptes communaux 2020 (le décompte définitif interviendra en 2023). Dans la mesure où l'année 2020 a généré des rentrées fiscales plus importantes et que la facture sociale est en croissance constante, le montant estimé de la péréquation 2022 devrait être supérieur de CHF 2.1 millions à l'acompte 2021.

Investissements

Le programme de la législature sera élaboré par la nouvelle équipe municipale au cours des prochains mois. La Municipalité souhaite relancer l'économie, concrétiser les grands projets lancés, s'engager pour le climat et conserver l'attractivité et l'agréabilité de la cité nyonnaise. Elle tient néanmoins compte de la marge d'autofinancement et s'assure de conserver un niveau d'endettement soutenable.

3.3 Plan financier quadriennal 2021-2024

| PLAN FINANCIER QUADRIENNAL 2021-2024 | | | | | | | | | |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|--|
| en KCHF | Comptes 2017 | Comptes 2018 | Comptes 2019 | Comptes 2020 | Budget 2021 | Plan 2022 | Plan 2023 | Plan 2024 | |
| EXCEDENT DE CHARGES / (RECETTES) | 3'486 | 6'077 | -222 | -52 | 10'479 | 13'199 | 13'732 | 14'028 | |
| Recettes fiscales | -96'538 | -99'024 | -99'962 | -107'781 | -102'141 | -103'821 | -105'476 | -107'165 | |
| Marges contributive Services Industriels | -3'453 | -3'810 | -3'239 | -3'117 | -3'339 | -3'300 | -3'300 | -3'300 | |
| Autres recettes (hors SIN) | -33'879 | -34'085 | -38'135 | -37'744 | -37'936 | -38'990 | -39'107 | -39'224 | |
| 422 Revenus des capitaux du patrimoine financier | -268 | -234 | -306 | -274 | -232 | -232 | -232 | -232 | |
| 423 Revenus des immeubles du patrimoine financier | -1'925 | -1'993 | -2'264 | -2'223 | -2'625 | -3'639 | -3'639 | -3'639 | |
| 424 Gains comptables sur les placements patr. financier | -3 | -254 | -581 | -110 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 425 Revenus des prêts et part. patrimoine admin. | -24 | -26 | -26 | -23 | -24 | -24 | -24 | -24 | |
| 427 Revenus des immeubles du patrimoine administratif | -6'012 | -6'041 | -6'190 | -5'564 | -6'154 | -6'216 | -6'233 | -6'250 | |
| 430 Taxes légales de remplacement | -7 | -13 | -43 | 0 | -30 | -30 | -30 | -30 | |
| 431 Emoluments | -4'314 | -270 | -643 | -1'950 | -2'867 | -2'878 | -2'890 | -2'902 | |
| 432 Recettes pour des soins médicaux et dentaires | -90 | -83 | -88 | -10 | -85 | -85 | -86 | -86 | |
| 434 Taxes de raccordement et d'utilisation | -8'304 | -9'987 | -8'658 | -8'654 | -8'250 | -8'283 | -8'316 | -8'349 | |
| 435 Ventes et prestations de service | -1'052 | -1'022 | -1'110 | -890 | -982 | -986 | -990 | -994 | |
| 436 Remboursements de tiers | -1'146 | -1'129 | -1'263 | -1'242 | -618 | -620 | -623 | -625 | |
| 437 Amendes | -1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 439 Autres recettes | -1'390 | -2'031 | -1'778 | -2'789 | -1'546 | -1'552 | -1'558 | -1'565 | |
| 451 Part. et rbts de collectivités publiques | -1'651 | -2'468 | -4'931 | -4'733 | -3'544 | -3'422 | -3'422 | -3'422 | |
| 452 Part/Rbts de communes/assoc. comm. | -2'776 | -2'882 | -3'083 | -2'844 | -3'360 | -3'373 | -3'387 | -3'400 | |
| 465 Participations et subventions de tiers | -4'916 | -5'652 | -7'172 | -6'439 | -7'619 | -7'647 | -7'676 | -7'705 | |
| Charges de personnel (hors SIN) | 39'518 | 42'628 | 45'891 | 45'896 | 46'880 | 47'843 | 48'488 | 49'143 | |
| 301 Personnel Administratif et d'exploitation | 29'358 | 31'605 | 33'947 | 34'940 | 35'359 | 36'178 | 36'678 | 37'186 | |
| 303 Assurances sociales | 2'647 | 2'886 | 3'270 | 3'325 | 3'396 | 3'443 | 3'491 | 3'540 | |
| 304 Caisses de pensions et prévoyance | 4'043 | 4'383 | 4'666 | 4'729 | 5'000 | 5'073 | 5'148 | 5'224 | |
| 305 Assurances Accidents et Maladie | 1'949 | 2'233 | 2'389 | 1'360 | 1'452 | 1'473 | 1'494 | 1'515 | |
| 306 Indemnisation et remboursements de frais | 208 | 203 | 177 | 141 | 215 | 216 | 216 | 217 | |
| 307 Prestations complémentaires de prévoyance | 620 | 633 | 657 | 667 | 653 | 653 | 653 | 653 | |
| 308 Personnel intérimaire | 360 | 326 | 479 | 461 | 481 | 481 | 481 | 481 | |
| 309 Autres charges des autorités et du personnel | 334 | 360 | 306 | 275 | 324 | 325 | 326 | 328 | |
| Autres charges (hors SIN) | 55'508 | 58'624 | 59'630 | 59'289 | 61'682 | 64'224 | 64'595 | 64'718 | |
| 300 Autorités et commissions | 927 | 924 | 899 | 890 | 920 | 933 | 947 | 962 | |
| 310 Imprimés et fournitures de bureau | 481 | 511 | 315 | 298 | 403 | 405 | 406 | 408 | |
| 311 Achats mob., matériel, machines et véhicules | 1'643 | 1'799 | 1'341 | 1'152 | 1'227 | 1'245 | 1'250 | 1'255 | |
| 312 Achats d'eau, d'énergie, de combustible | 1'661 | 1'839 | 2'155 | 2'216 | 2'503 | 2'513 | 2'523 | 2'533 | |
| 313 Autres fournitures et marchandises | 1'405 | 1'731 | 2'061 | 1'980 | 2'622 | 2'693 | 2'704 | 2'714 | |
| 314 Entretien des immeubles, routes et territoire | 5'037 | 5'237 | 4'876 | 4'725 | 4'512 | 4'606 | 4'588 | 4'636 | |
| 315 Entretien d'objets mob. et install. techniques | 1'567 | 1'610 | 1'590 | 1'569 | 1'629 | 1'635 | 1'642 | 1'648 | |
| 316 Loyers, fermages et redevances d'utilisation | 1'473 | 1'563 | 1'596 | 1'507 | 1'571 | 1'585 | 1'592 | 1'598 | |
| 317 Réceptions et Manifestations | 449 | 607 | 531 | 450 | 512 | 562 | 564 | 566 | |
| 318 Honoraires et Prestations de services | 3'692 | 3'687 | 3'686 | 3'622 | 4'054 | 4'078 | 4'094 | 4'111 | |
| 319 Impôts, taxes, cotisations et frais divers | 1'431 | 1'483 | 1'619 | 1'622 | 1'601 | 1'613 | 1'619 | 1'625 | |
| 322 Intérêts des dettes à moyen et long terme | 2'591 | 2'357 | 1'756 | 1'516 | 1'432 | 1'128 | 1'073 | 970 | |
| 329 Autres intérêts | 60 | 39 | 39 | 30 | 40 | 40 | 40 | 40 | |
| 330 Amort. patrimoine financier | 871 | 1'228 | 955 | 1'012 | 923 | 926 | 929 | 932 | |
| 331 Amort. obligatoires patrimoine administratif | 7'897 | 8'168 | 8'990 | 10'753 | 11'715 | 12'161 | 12'209 | 12'258 | |
| 332 Autres amort. patrimoine administratif | 0 | 1'000 | 1'258 | 868 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 351 Rbts, part. à des charges cantonales | 196 | 185 | 318 | 328 | 191 | 191 | 191 | 191 | |
| 352 Rbts, part. à des charges d'autres comm. | 9'237 | 9'338 | 10'385 | 10'006 | 10'381 | 10'390 | 10'399 | 10'408 | |
| 365 Aides, subventions à des institutions privées | 13'955 | 14'461 | 14'436 | 14'145 | 14'366 | 16'437 | 16'742 | 16'780 | |
| 366 Aides individuelles | 935 | 856 | 824 | 598 | 1'083 | 1'083 | 1'083 | 1'083 | |
| <i>* Transfert charges AVASAD au canton dès 2020 (2 Mios CHF)</i> | | | | | | | | | |
| CHARGES PEREQUATIVES | 47'763 | 42'531 | 36'255 | 42'327 | 44'928 | 47'040 | 48'342 | 49'681 | |
| Facture sociale | 36'525 | 30'306 | 27'487 | 30'866 | 33'145 | 34'140 | 35'164 | 36'219 | |
| Péréquation directe | 9'481 | 10'575 | 7'234 | 9'767 | 10'000 | 11'100 | 11'378 | 11'662 | |
| Réforme Policière | 1'757 | 1'650 | 1'534 | 1'694 | 1'783 | 1'800 | 1'800 | 1'800 | |
| Imputations Internes (hors SIN) | -2'676 | -2'577 | -2'400 | -2'402 | -2'321 | -2'321 | -2'321 | -2'321 | |
| Prél./Attrib. Fonds (hors SIN) | -2'757 | 1'789 | 1'736 | 3'481 | 2'726 | 2'525 | 2'511 | 2'495 | |

4. Conclusion

L'arrêté d'imposition est l'occasion pour la Municipalité d'analyser la situation financière de la Ville et d'orienter sa politique de dépenses et d'investissement en fonction des ressources disponibles.

Nyon reste très attractive, avec ses infrastructures de qualité et un taux d'imposition communal parmi les plus faibles des villes vaudoises. D'importantes ressources financières sont nécessaires à la réalisation des nombreux projets de la nouvelle législature. Néanmoins la Municipalité propose de maintenir la fiscalité à son niveau actuelle pour 2022 afin de relancer l'économie impactée par la crise sanitaire.

Au vu de ce qui précède, la Municipalité vous demande, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de prendre les décisions suivantes :

Le Conseil communal de Nyon

- vu** le préavis N° 259/2021 concernant « l'arrêté d'imposition pour l'année 2022 »,
ouï le rapport de la commission chargée de l'étude de cet objet,
attendu que ledit objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour,

décide :

d'accepter l'arrêté d'imposition pour l'année 2022, tel que présenté par la Municipalité dans ce document, soit :

1. de maintenir le taux du coefficient de l'impôt communal à 61 % de l'impôt cantonal de base (chiffres 1 à 3 de l'article premier de l'arrêté d'imposition) ;
2. les autres taxes et impôts perçus par la Ville de Nyon restent inchangés.

Ainsi adopté par la Municipalité dans sa séance du 28 juin 2021 pour être soumis à l'approbation du Conseil communal.

Au nom de la Municipalité

Le Syndic :



Le Secrétaire :

Daniel Rossellat

P.-François Umiglia

Annexe

– Arrêté d'imposition pour l'année 2022

A retourner en 4 exemplaires daté et signé
à la préfecture pour le.....

District de Nyon
Commune de Nyon

ARRETE D'IMPOSITION

pour l'année 2022

Le Conseil communal de Nyon

Vu la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (ci-après : LICom) ;

Vu le projet d'arrêté d'imposition présenté par la Municipalité,

arrête :

Article premier - Il sera perçu pendant 1 an, dès le 1er janvier 2021, les impôts suivants :

1 Impôt sur le revenu, impôt sur la fortune des personnes physiques, impôt spécial dû par les étrangers

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : 61 % (1)

2 Impôt sur le bénéfice et impôt sur le capital des personnes morales

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : 61 % (1)

3 Impôt minimum sur les recettes brutes et les capitaux investis des personnes morales qui exploitent une entreprise

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : 61 % (1)

4 Impôt spécial particulièrement affecté à des dépenses déterminées

.....
.....

Pour-cent s'ajoutant à l'impôt sur le
revenu, le bénéfice et l'impôt minimum

0%

(1) Le pour-cent doit être le même pour ces impôts.

5 Impôt foncier proportionnel sans défalcation des dettes basé sur l'estimation fiscale (100%) des immeubles

| | | |
|---|------------------|---------|
| Immeubles sis sur le territoire de la commune : | par mille francs | 1.5 Fr. |
| Constructions et installations durables édifiées sur le terrain d'autrui ou sur le domaine public sans être immatriculées au registre foncier (art. 20 LIcon) : | par mille francs | 0 Fr. |

Sont exonérés :

- a) les immeubles de la Confédération et de ses établissements dans les limites fixées par la législation fédérale;
- b) les immeubles de l'Etat, des communes, des associations de communes, des fédérations de communes ou des agglomérations vaudoises, et de leurs établissements et fonds sans personnalité juridique, ainsi que les immeubles de personnes morales de droit public cantonal qui sont directement affectés à des services publics improductifs;
- c) les immeubles des Eglises reconnues de droit public (art. 170 al.1 Cst-VD), des paroisses et des personnes juridiques à but non lucratif qui, à des fins désintéressées, aident les Eglises dans l'accomplissement de leurs tâches et des communautés religieuses reconnues d'intérêt public (art. 171 Cst-VD).

6 Impôt personnel fixe

| | | |
|---|--|-------|
| De toute personne majeure qui a son domicile dans la commune au 1er janvier : | | 0 Fr. |
|---|--|-------|

Sont exonérés :

- a) les personnes indigentes;
- b) l'exemption est de 50 % pour chacun des conjoints ou des partenaires enregistrés qui ne sont pas contribuables indépendants pour l'impôt sur le revenu et la fortune.
- c) l'arrêté communal d'imposition peut décréter d'autres exonérations totales ou partielles.

7 Droits de mutation, successions et donations

| | | |
|--|----------------------------|---------|
| a) Droits de mutation perçus sur les actes de transferts immobiliers : | par franc perçu par l'Etat | 50 cts |
| b) Impôts perçus sur les successions et donations : (1) | | |
| en ligne directe ascendante : | par franc perçu par l'Etat | 100 cts |
| en ligne directe descendante : | par franc perçu par l'Etat | 100 cts |
| en ligne collatérale : | par franc perçu par l'Etat | 100 cts |
| entre non parents : | par franc perçu par l'Etat | 100 cts |

8 Impôt complémentaire sur les immeubles appartenant aux sociétés et fondations (2).

| | |
|----------------------------|--------|
| par franc perçu par l'Etat | 50 cts |
|----------------------------|--------|

9 Impôt sur les loyers

(Cet impôt est dû par le locataire ou par le propriétaire occupant lui-même son immeuble)

| | | |
|---|--------------------|----|
| Sur les loyers des immeubles situés sur le territoire de la commune | pour-cent du loyer | 0% |
|---|--------------------|----|

Les loyers non commerciaux bénéficient des défalcatons pour charges de famille suivantes :

.....

(1) Le nombre de centimes additionnels peut être d'autant plus élevé que le degré est plus éloigné.

(2) Cet impôt ne peut être perçu que par les communes qui prélèvent le droit de mutation sur les transferts d'immeubles

10 **Impôt sur les divertissements**

Sur le prix des entrées et des places payantes : 0 cts
ou
0%

Notamment pour :

- a) les concerts, conférences, expositions, représentations théâtrales ou cinématographiques et autres manifestations musicales, artistiques ou littéraires;
- b) les manifestations sportives avec spectateurs;
- c) les bals, kermesses, dancings;
- d) les jeux à l'exclusion des sports.

Exceptions :

.....

10bis **Tombolas** par franc perçu par l'Etat 0 cts
(selon art.15 du règlement du 21 juin 1995 OU sur total billets vendus 0%
sur les loteries, tombolas et lotos) OU par billet vendu 0 cts
OU par taxe fixe 0 Fr.

Lotos par franc perçu par l'Etat 0 cts
(selon art. 25 du règlement du 21 juin 1995 OU sur total cartons vendus 0%
sur les loteries, tombolas et lotos) OU par carton vendu 0 cts
OU par taxe fixe 0 Fr.

Limité à la taxe cantonale fixée à 6% du montant des billets ou cartons vendus (voir les instructions)

11 **Impôt sur les chiens** par franc perçu par l'Etat 0 cts
(selon art.10 du règlement du 6 juillet 2005 concernant la perception de l'impôt sur les chiens) ou par chien 75 Fr.

Catégories : Chiens appartenant à des domaines agricoles 55 Fr.

Exonérations :
.....

| | |
|--|---|
| Choix du système de perception | Article 2. - Les communes ont le choix entre percevoir elles-mêmes leurs taxes et impôts ou charger l'administration cantonale de recouvrer ces éléments pour leur compte (art. 38 et 38a de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux LICom). |
| Échéances | Article 3. - La loi (annuelle) sur l'impôt (RSV, parution FAO en décembre) prévoit à son article 11 les termes généraux d'échéance. |
| Paiement - intérêts de retard | Article 4. - La commune fixe le taux d'intérêt de retard sur toute contribution impayée perçue directement par elle-même à 5 % l'an. L'intérêt de retard court dès la fin d'un délai de paiement de trente jours après l'échéance de la contribution. A défaut, c'est la loi (annuelle) sur l'impôt qui s'applique (art. 13 al. 1). |
| Remises d'impôts | Article 5. - La municipalité peut accorder une remise totale ou partielle des impôts, intérêts de retard, majorations, rappels d'impôts et amendes, lorsque le paiement intégral frapperait trop lourdement le contribuable en raison de pertes importantes ou de tous autres motifs graves. |
| Infractions | Article 6. - Les décisions prises en matière d'amendes pour l'impôt cantonal sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice net, sur le capital et l'impôt minimum sont également valables pour l'impôt communal correspondant. |
| Soustractions d'impôts | Article 7. - Les soustractions d'impôts et taxes qui sont propres à la commune seront frappées d'amendes pouvant atteindre cinq fois (maximum huit fois) le montant de l'impôt ou de la taxe soustrait, indépendamment de celui-ci. Elles sont prononcées par la municipalité sous réserve de recours à la commission communale de recours. |
| Commission communale de recours | Article 8. - Les décisions prises en matière d'impôts communaux et de taxes spéciales peuvent faire l'objet d'un recours écrit et motivé, dans les 30 jours dès la notification du bordereau auprès de l'autorité qui a pris la décision attaquée, conformément à l'article 46 de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LICom). |
| Recours au Tribunal cantonal | Article 9. - La décision de la commission communale de recours peut faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal dans les 30 jours dès sa notification. |
| Paiement des impôts sur les successions et donations par dation | Article 10. - Selon l'art. 1er de la loi du 27 septembre 2005 " <i>sur la dation en paiement d'impôts sur les successions et donations</i> " modifiant celle du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux, la Commune peut accepter de manière exceptionnelle le paiement des impôts sur les successions et donations par dation selon les règles et procédures fixées par la loi cantonale du 27 septembre 2005. |

Ainsi adopté par le Conseil communal dans sa séance du 4 octobre 2021

La présidente :

le sceau :

La secrétaire :

Visa du Service des communes et du logement :